EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 19 octobre 2017

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 23 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Bernard JACQUIER - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Daniel GAGNON - Nicolas ISNARD - Richard MALLIÉ - Pascal MONTECOT - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ECO 017-2451/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Région PACA pour la diffusion de données ouvertes et intelligentes (Open Data)

MET 17/4916/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie des usages de tous.

Les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence entretiennent diverses bases de données au travers de son Système d'Information :

- Dans le cadre de ses compétences, des données sur la mobilité, l'aménagement, la culture, l'environnement, le sport, l'emploi et l'insertion, l'eau, l'assainissement, les déchets, ...
- Dans son SIG, des données géographiques,
- Dans son fonctionnement administratif, des données sur les actes de l'institution telles que des délibérations, des marchés publics, des subventions, ...

La collectivité en tant que donneur d'ordre, producteur ou coproducteur en possède la propriété intellectuelle intégrale.

En ouvrant ses données publiques, la Métropole change de visage et devient un lieu d'expérimentation et d'innovation. Les données utilisées par les entrepreneurs, les salariés, les investisseurs et les services publics enlèvent les frontières entre administrateurs et administrés en faisant des usagers, entreprises, start-up et associations, les futurs co-constructeurs de nouveaux services répondant aux enjeux :

- de développement de l'attractivité du territoire par la valorisation des données et services liés aux activités de proximité,

Signé le 19 Octobre 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 14 novembre 2017

- de soutien à l'innovation et au développement économique par le développement de nouveaux produits et services,
- d'amélioration des services offerts aux publics et renforcement du lien social par la multiplication d'initiatives citoyennes,
- de modernisation de l'action publique par l'instauration d'une nouvelle forme de dialogue entre les administrations et les administrés,
- d'exigence démocratique pour favoriser la transparence et la clarté de l'action politique.

La Loi Lemaire a consacré de nouvelles modalités d'accès aux documents administratifs « dans la limite des possibilités techniques de l'administration, via une publication des informations en ligne ».

Conformément aux articles L312-1-1 et suivants du CRPA, les administrations sont notamment tenues de :

- diffuser les principaux documents produits ou détenus par les administrations contenant des informations publiques et figurant dans un répertoire mis à jour chaque année;
- diffuser les bases de données produites ou reçues par chaque administration ;
- diffuser les données, mises à jour de façon régulière, dont la publication présente un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental.

De plus, ce mouvement d'abord volontaire est devenu une obligation depuis la promulgation de la loi NOTRe modifiant le CGCT en précisant que « les collectivités de plus de 3500 habitants ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles appartiennent rendent accessibles en ligne les informations publiques (...) lorsque ces informations se rapportent à leur territoire et sont disponibles sous forme électroniques et engage la Métropole à mettre en œuvre le chantier de l'Open Data.

La Métropole, par délibération n° ECO 004-1049/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant ouverture des données publiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adhésion à l'association Open Data France, a validé le principe d'ouverture de ses données.

La Région Paca mène un ensemble d'actions depuis quelques années sur le thème de l'Open Data : mise à disposition d'une plateforme des données « Open Paca », accompagnement des communes du territoire, soutien aux actions de médiation autour de la donnée.

Cette démarche qui est proposée à titre gratuit et sans aucune contrepartie ni contribution financière est reconductible de manière tacite, annuellement.

S'inscrire dans la dynamique régionale consiste à mettre à disposition les données de la Métropole sur le portail Régional.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 14 novembre 2017

- La délibération n° ECO 004-1049/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant ouverture des données publiques de la Métropole Aix-Marseille Provence et adhésion à l'association Open Data France ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a la volonté de s'engager dans une démarche d'ouverture de ses données ;
- Qu'elle a l'obligation d'ouvrir de plus en plus de données ;
- Que les enjeux de l'open data dans le développement de l'attractivité du territoire sont croissants ;
- Qu'il convient de soutenir l'innovation et le développement économique, le développement de nouveaux produits et services, l'amélioration des services offerts aux publics, la modernisation de l'action publique et l'exigence démocratique ;
- Que la Région Paca a fourni aux collectivités une plateforme de publication de leurs données ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à « la diffusion de données ouvertes et intelligentes ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Territoire numérique et Innovation
technologique

Gérard BRAMOULLÉ